

Macron sera-t-il à la hauteur des défis du quinquennat ?

PAR JEAN-PIERRE PETIT

Reconnaissons qu'Emmanuel Macron a su incarner jusqu'ici une alternative séduisante à la décomposition du système politique français. Sa jeunesse l'a évidemment aidé. S'il est élu, il devrait devenir le plus jeune chef d'Etat français depuis Bonaparte. Il n'y a pas non plus d'exemple dans l'histoire contemporaine française où une personnalité parvienne à la tête de l'Etat sans expérience politique effective de moins de deux ans. Il offre ainsi une certaine respiration dans un système politique fossilisé, à l'instar de ce qui s'est produit dans d'autres démocraties avec des leaders de la même génération (Justin Trudeau au Canada, Alexis Tsipras en Grèce, Matteo Renzi en Italie).

Il a aussi démontré une réelle capacité de pédagogie et un certain leadership. Mais il reste de nombreuses incertitudes sur son assise parlementaire, sur son équipe et sur son agenda, en cas de succès. Surtout, sa détermination sera également testée lors des inévitables confrontations avec les forces hostiles au changement.

Ajoutons qu'en tant que ministre des finances il n'a pas particulièrement brillé, contrairement au jeune Valéry Giscard d'Estaing dans les années 1960, ce qui avait permis à ce dernier de créer sa propre formation en 1966, les Républicains indépendants. Il faut dire que M. Giscard d'Estaing bénéficiait alors d'une qualité de gouvernance et d'un environnement économique général bien meilleurs que M. Macron n'en disposerait à l'issue du quinquennat de François Hollande.

Le programme d'Emmanuel Macron semble presque trop « raisonnable » au regard de la situation française. En matière de finances publiques, ses projets de réduction des dépenses ne sont ainsi guère documentés,

et on ne comprend pas vraiment l'utilité économique de la baisse de la taxe d'habitation.

N'oublions pas non plus les défis qui se présenteront au cours de ce quinquennat. Aujourd'hui, la conjoncture française est assez satisfaisante. L'indice Insee de la confiance des ménages est au plus haut depuis 2007 et celui des entreprises (PMI industrie et services) sur leur plus haut depuis 71 ou 72 mois. La croissance tendancielle devrait être cette année de l'ordre de 1,5 %, soit le meilleur chiffre depuis 2011.

Mais au cours des cinq prochaines années, il serait bien étonnant de ne pas subir les effets d'une récession américaine, sachant que le cycle expansif des Etats-Unis a déjà huit ans. L'explosion de la dette chinoise est une source potentielle de stress systémique à l'échelle mondiale. Ajoutons que les élites françaises ont également tendance à considérer que la Banque centrale européenne de Mario Draghi soutiendra éternellement la France. C'est oublier que le mandat de ce dernier s'achève en novembre 2019, et que le « procès » de sa politique a déjà eu lieu en Allemagne.

APPROCHE GRADUALISTE

En outre, la gouvernance européenne reste loin d'être idéale, et il ne faut pas négliger la contagion systémique qui résulterait d'une forte détérioration de la situation politique ou financière de l'Italie.

Plus généralement, la dynamique du déclin économique s'auto-entretient. Il est très difficile d'amorcer une stratégie de redressement durable en raison des obstacles sociaux, politiques et même économiques (les réformes ont un coût économique de court terme) que le déclin génère en lui-même. Le temps d'un quinquennat est trop court pour amorcer des réformes ambitieuses et cohérentes qui soient de nature à porter des fruits visibles pour les électeurs. C'est d'ailleurs un point que reconnaît M. Macron lui-même.

Au total, le candidat d'En marche ! ne semble pas bien appréhender le caractère potentiellement tragique de la situation de la France. Son approche gradualiste et consensuelle ne correspond pas à ce qui semble être les besoins du pays. Or, cette élection constitue probablement la dernière occasion de réformer pacifiquement la France. Pour être franc, je ne crois guère à cette possibilité. Mais je ne demande qu'à me tromper... ■

J

Jean-Pierre Petit

est économiste

et président de

la société de conseil

Les Cahiers verts

de l'économie